

que la condition mise en avant est une de celles qui nous semblent complètement impraticables.

M. Seward avait beau jeu : il possédait maintenant la conviction que le gouvernement français, las des sacrifices faits en pure perte pour soutenir un trône éphémère et continuer une œuvre impossible, ne demandait, ne cherchait qu'un prétexte honorable pour retirer ses troupes et mettre fin à l'intervention. Qu'avait besoin le cabinet de Washington de prendre des engagements pour obtenir ce résultat aujourd'hui certain ? Son langage se haussait à mesure qu'on était moins en état de riposter, et, semblable en cela à ces matamores qui crient d'autant plus fort qu'ils voient leurs adversaires plus humbles, il était bien aise de se donner le rôle prépondérant et des allures de vainqueur en face de la France, qui ne voulait pas de lutte et ne songeait qu'à s'en aller.

La lettre confidentielle que Napoléon III envoya au maréchal par le courrier du 15 janvier est un indice irrécusable de cet état d'esprit :

Palais des Tuileries, le 15 janvier 1866.

Mon cher Maréchal,

Les difficultés que me suscite sans cesse l'expédition du Mexique me forcent de fixer définitivement l'époque du rappel de mes troupes. Le plus long temps que je puisse accorder pour le rapatriement du corps d'armée, qui ne doit se faire que successivement, est le commencement de l'année prochaine. Je vous envoie le baron Saillard pour qu'il s'entende avec vous et avec l'Empereur Maximilien relativement à l'exécution de cette mesure. Je voudrais que l'évacuation du Mexique ne compromit pas le pou-

voir de l'Empereur. Avisez donc aux moyens d'organiser solidement la légion étrangère et l'armée mexicaine. Il faut que l'Empereur montre une grande énergie et trouve dans son pays les ressources nécessaires pour subvenir à ses dépenses. *Je viens d'ailleurs d'écrire dans ce sens à l'Empereur Maximilien lui-même.*

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

En même temps que la lettre de Napoléon III, le maréchal recevait une dépêche de son ministre qui exposait en quelques mots la mission confiée au baron Saillard :

... Je vais vous en dire la substance : « Nous ne pouvons pas prolonger indéfiniment notre séjour au Mexique ; plusieurs raisons, qu'il est inutile d'énumérer, font une loi au gouvernement de l'Empereur de poser des termes à notre occupation. Le rapatriement devra commencer au commencement de l'hiver prochain, ou mieux encore à l'automne ; il devra continuer sans précipitation, mais sans être interrompu ; la légion étrangère, sous les conditions stipulées dans la convention de Miramar, restera à la solde du Mexique après le départ des troupes françaises : nous ferons nos efforts pour la porter à l'effectif de 7 à 8000 hommes. Il importe donc que l'Empereur Maximilien prenne des dispositions pour se passer de nous à une époque que l'on devra fixer. »

Le commandant en chef ne fut point étonné des résolutions du gouvernement français : la lettre de Napoléon III du 29 novembre 1865 les lui avait fait pressentir. L'effet produit fut tout autre sur l'Empe-

reur Maximilien, qui n'avait jamais envisagé sérieusement la pensée que les troupes françaises se retireraient avant la consolidation réelle, définitive, de son pouvoir. Le premier moment d'émotion passé, il se flatta que cet ultimatum n'était qu'une menace en l'air, destinée à activer l'organisation de l'administration et de l'armée mexicaines, trop lente au gré de l'impatience du cabinet de Paris, et il fit retomber la responsabilité de cet incident pénible sur ceux qui renseignaient le cabinet de Paris.

Le maréchal ne dépendait pas de lui : il ne pouvait donc rien de ce côté ; mais il avait un ministre plénipotentiaire à Paris, M. Hidalgo : c'est sur lui que tomba le premier effet du mécontentement impérial.

M. Hidalgo se trouvait précisément à Mexico depuis un mois, appelé par Maximilien, qui avait manifesté la volonté de traiter de vive voix avec lui certaines questions importantes. L'Empereur, s'imaginant avoir été mal servi par lui, lui retira brusquement sa légation, et nomma à sa place le général Almonte. Une lettre, adressée à M. F. Mora, un de ses représentants en Europe, alors en mission auprès du nouveau roi des Belges, donne les motifs de cette résolution de Maximilien :

Hidalgo, comme vous le savez, fut appelé par le Gouvernement à Mexico pour nous éclairer sur divers points et pour recevoir une direction sur d'autres affaires secrètes et très délicates ; il devait au bout d'un mois retourner à son poste ; mais dans cet espace de temps arrivèrent au gouvernement des preuves si évidentes et si officielles, qui nous montrèrent clairement que Hidalgo n'a pas pu ou n'a pas voulu nous faire la lumière sur la si-

tuation à Paris, et qu'au contraire il nous a conduits dans une fausse direction, que le gouvernement s'est vu dans la nécessité, dans le devoir de lui retirer ses fonctions et de nommer le si intelligent et habile général Almonte pour le poste diplomatique le plus difficile que nous ayons en Europe. Il y a plus : le Gouvernement français lui-même nous a fait entendre très clairement ici, par voie confidentielle, que Hidalgo ne lui était pas sympathique comme représentant du Mexique...¹ Il est bon que vous

1. Cette affirmation était inexacte, ainsi qu'on peut le voir par les deux lettres ci-dessous, lettres qui nous ont été communiquées par M. Hidalgo.

Paris, le 2 mai 1866.

Mon cher monsieur Hidalgo,

Il m'est impossible de comprendre les bruits dont vous me parlez. Il n'est sorti ni une parole de ma bouche, ni une ligne de ma plume qui ait pu autoriser même la simple supposition qu'on pût désirer ici votre remplacement. C'est un témoignage que je me plais à rendre : il est tout à fait inutile pour tous ceux qui voient quel accueil vous trouvez tant à la cour qu'au Ministère des Affaires étrangères et dans la société parisienne.

Je saisis cette occasion, mon cher monsieur Hidalgo, pour vous réitérer l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

DROUYN DE LHUYS.

P.-S. — Il va sans dire que vous pouvez faire de cette lettre l'usage que vous trouverez convenable.

Mon cher monsieur Hidalgo,

Je reçois à l'instant votre lettre et je m'empresse de vous répondre que je ne comprends rien, absolument rien, aux allégations qu'elle renferme.

Je puis vous le déclarer hautement, je n'ai pas été chargé par E. M. Drouyn de Lhuys de demander votre rappel, et à ma connaissance aucune démarche dans ce sens n'a été faite ni officiellement, ni officieusement.

Veuillez agréer, cher monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués et les plus dévoués.

ALPH. DANO.

Février 1866.

sachiez tous ces détails afin de pouvoir réfuter immédiatement les calomnies qui pourront être inventées sur ce désagréable incident.

M. Hidalgo n'accepta pas cette disgrâce : il refusa le poste de conseiller d'État, offert à titre de compensation, et quitta aussitôt Mexico, pour se rendre en France, où il revint comme simple particulier.

L'Empereur ne se pressa pas de rentrer à Mexico, où le baron Saillard l'attendait. Le moindre temps gagné lui semblait précieux, et puis il était dans son caractère de remettre à plus tard, autant que possible, les affaires ennuyeuses. Il ne quitta Cuernavaca que le 22 février. Le lendemain, un événement imprévu survenait qui lui enlevait encore une chance de prolonger l'intervention : M. Langlais mourait subitement, et avec lui s'évanouissait l'espoir de ce nouveau ministère dont il eût fait partie.

Bientôt les échos d'Europe apportèrent les paroles prononcées par Napoléon III, le 22 janvier, à l'ouverture de la session des Chambres :

« Ainsi que j'en exprimais l'espoir l'année dernière, notre expédition touche à son terme. Je m'entends avec l'empereur Maximilien pour fixer l'époque du rappel de nos troupes, afin que leur retour s'effectue sans compromettre les intérêts français que nous avons été défendre dans ce pays lointain.

» L'Amérique du Nord, sortie victorieuse d'une lutte formidable, a rétabli l'ancienne union et proclamé solennellement l'abolition de l'esclavage. La France, qui n'oublie aucune noble page de son histoire, fait des vœux sincères pour la prospérité de la

grande République américaine et pour le maintien de relations amicales bientôt séculaires. L'émotion produite aux États-Unis par la présence de notre armée sur le sol mexicain s'apaisera devant la franchise de nos déclarations. Le peuple américain comprendra que notre expédition, à laquelle nous l'avons convié, n'était pas opposée à ses intérêts. Deux nations également jalouses de leur indépendance doivent éviter toute démarche qui engagerait leur dignité et leur honneur. »

Et, afin qu'aucun doute, aucune ambiguïté ne planât sur ses intentions, il les confia sans détour au maréchal, dans une lettre destinée à rester secrète entre eux, et qui ne fut jamais, croyons-nous, communiquée même au ministre de la Guerre. Elle est longtemps demeurée le secret du maréchal Bazaine : de son vivant, il ne l'a point divulguée ; mais, en cédant ses papiers à Ernest Louet, il s'assura qu'elle verrait le jour. Elle explique bien des choses et porte la lumière sur les points obscurs de cette lamentable histoire. Qu'on en juge ; la voici :

Palais des Tuileries, 31 janvier 1866.

Mon cher Maréchal,

Quoique je n'aie rien de nouveau à vous écrire, je tiens cependant à vous répéter ce que j'ai chargé M. Saillard de vous dire.

Les circonstances, plus fortes que ma volonté, m'obligent à évacuer le Mexique ; mais je ne veux le faire qu'en laissant derrière moi à l'Empereur Maximilien toutes les chances de se maintenir avec ses propres forces et la légion étrangère. Il faut donc que vous mettiez tout votre zèle et toute votre intelligence

à organiser quelque chose de durable dans le pays, afin que nos efforts n'aient pas été en pure perte. Vous avez, pour accomplir cette difficile tâche, un an ou dix-huit mois.

Si par hasard l'Empereur Maximilien n'avait pas l'énergie voulue pour rester au Mexique après le départ de nos troupes, il faudrait convoquer une Junte, faire organiser un gouvernement, et amener, par votre influence, le choix d'un Président de la République dont les pouvoirs devraient durer de six à dix ans. Ce gouvernement devrait naturellement s'engager à payer la plupart de nos créances sur le Mexique. Il est clair qu'il ne faudra recourir à cette combinaison qu'à la dernière extrémité, car mon plus vif désir c'est que l'Empereur Maximilien puisse se soutenir.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Cette lettre n'était que l'explosion de l'irritation manifestée précédemment par Napoléon III, et la paraphrase de la menace contenue dans ces lignes de la lettre du 29 novembre : « Il sera beaucoup plus facile d'abandonner un gouvernement qui n'a rien fait pour pouvoir vivre que de le soutenir malgré lui ».

Cette irritation, jointe aux « circonstances plus fortes que sa volonté », éclaire les mobiles auxquels Napoléon III obéissait en donnant au commandant en chef de pareilles instructions. Ils se résument ainsi :

1° Napoléon III désespérait de son œuvre. Le rêve d'un empire latin dans le Nouveau-Monde ne lui paraissait plus réalisable. Il avait été trompé et il s'était trompé dans cette aventure lointaine ; il sentait Maximilien incapable d'établir son gouvernement

d'une manière stable et définitive. Dès lors, à quoi bon éterniser une expérience destinée à avorter ?

2° La poussée de l'opinion publique devenait chaque jour plus forte et plus puissante. Le pays avait assez de cette aventure d'au delà des mers, et les Chambres se refusaient à voter de nouveaux millions pour cette expédition impopulaire.

3° L'Europe était dans un état latent de crise : des bruits et des menaces de guerre commençaient à circuler. La Prusse et l'Autriche armaient, l'Italie aussi. Il n'était pas bon pour la France, en présence de ces redoutables éventualités, d'être engagée au loin.

4° L'attitude des États-Unis était inquiétante ; mais cette raison était peut-être la moins puissante de celles qui pesaient sur l'esprit de Napoléon III. Il est douteux que la perspective même d'une guerre avec les États-Unis l'eût fait reculer : sa correspondance le témoigne assez nettement. Seulement, à l'heure actuelle, il jugeait inutile de courir ce risque pour une œuvre condamnée d'avance. La couronne vacillante et l'autorité précaire de Maximilien ne valaient pas les dangers d'une semblable lutte. C'est ce que comprit le Cabinet de Washington, dont le langage devint agressif au fur et à mesure qu'il sut Napoléon III plus décidé que jamais à évacuer le Mexique. Il ne résista pas au plaisir de se donner cette apparence de victoire diplomatique.

Quant au maréchal Bazaine, il ne se méprit point sur la portée des instructions que lui envoyait Napoléon III, et, dès ce jour, ses perplexités furent grandes. Jamais, en effet, devoir plus terrible, pouvoir plus grand, responsabilité plus étendue, n'avaient été im-

posés à un homme. CONSOLIDEZ MAXIMILIEN OU RENVERSEZ-LE, tel était le dilemme que posait la lettre. Et, pour marcher vers l'une ou l'autre de ces solutions, aucun guide, aucun conseil même. Bien plus, pour exécuter un quelconque de ces plans, quelle force avait-il à sa disposition? Aucune.

Pour consolider Maximilien, il ne pouvait se servir des troupes sous ses ordres : ne lui fallait-il pas les ramener peu à peu vers le port d'embarquement, et s'interdire toute expédition, bien plus, tout engagement qui eût pu nuire au mouvement de retraite, car on lui fixait un délai qu'il ne devait point dépasser.

Pour renverser Maximilien, il pouvait encore moins employer la force : l'indignation eût été générale, et légitime après tout, de le voir se tourner contre le souverain que nous avions amené, que nous avions nous-mêmes intrônisé!

C'est ainsi qu'une série d'événements contraires, de malentendus, de faiblesses, et de fautes avait rendu la situation de chacun des personnages mêlés à cette entreprise fausse et incertaine, et c'est au milieu de cette lamentable confusion qu'allaient se dérouler les dernières péripéties de cette aventure malheureuse.

DEUXIÈME PARTIE

LES DERNIERS JOURS DE L'OCCUPATION FRANÇAISE